

Les crédits

c'est là que les décisions doivent être prises. Je n'ai jamais été témoin de guerres de compétences.

Le député ne reçoit peut-être pas le même genre de collaboration dans sa circonscription. C'est pourtant le cas dans la mienne; les gens sont très satisfaits du fait qu'ils décident eux-mêmes de la répartition des sommes.

[Français]

M. Crête: Monsieur le Président, je pense que je vais répéter la position que j'ai exprimée sur les infrastructures pour qu'elle soit bien claire.

Le fait de doter le pays d'infrastructures adéquates, c'est certain que c'est correct et que c'est ce qu'il faut. Mais le système canadien actuel nous oblige à des entourloupettes fantastiques où trois paliers de gouvernement, le fédéral, le provincial et le local, doivent intervenir dans des décisions qui, selon moi, souvent, devraient être d'ordre purement local. Sans nécessairement mettre sur la table que la seule solution est la souveraineté, il est clair qu'au Canada il y a un problème de centralisation de décisions et qu'on essaie de le contourner de multiples façons. On l'a fait en développement régional en créant des ministères pour essayer de rejoindre les clientèles directement parce que la bureaucratie fédérale ne permettait pas à l'oxygène de se rendre jusque dans les régions.

Il y a donc un problème structurel. Et même parmi les fédéralistes, il devrait y avoir une vision de remettre en question la façon de faire les choses pour être plus efficaces, pour être plus productifs, pour éviter de continuer à produire des outils qui ont pour seul objet la visibilité des gouvernements.

[Traduction]

Mme Dianne Brushett (Cumberland—Colchester): Monsieur le Président, j'aimerais ajouter une brève remarque. Lorsque le député parle de transport urbain rapide, de communications modernes, de trains à grande vitesse, je peux facilement partager ses idées. En Nouvelle-Écosse nous aimerions, nous aussi, avoir un meilleur système de transport. Nous croyons que le chemin de fer est un moyen de transport beaucoup plus durable que la route; nous pensons comme le député.

• (1220)

Toutefois, ce qui m'intrigue c'est que le député semble s'exprimer comme un fédéraliste, comme un nationaliste canadien convaincu. Il veut des chemins de fer qui vont du Québec à l'Ontario, avec un effet multiplicateur pour tous les Canadiens. Je me demande dans quelle mesure tout cela est profitable pour le Canada et comment il peut ainsi dissocier sa pensée de ce pays.

[Français]

M. Crête: Monsieur le Président, si de vouloir que le développement économique du Québec et du Canada se fasse de façon coordonnée et correcte, c'est d'avoir une vision fédéraliste ou autre, je ne sais trop, je dis que lorsque le Québec sera souverain, il va continuer à y avoir du transport vers le Canada, les États-Unis, le Mexique, l'Amérique du Sud, et vers l'Europe, donc,

partout dans le monde. Donc, on aura toujours besoin d'outils; pourquoi ne pas avoir les meilleurs?

On a construit le compromis du Canada, semble-t-il, en 1867 sur l'axe est-ouest. Pourquoi ne ferait-on pas une nouvelle redéfinition des territoires, des juridictions, en faisant du Québec un pays et du Canada un autre, dont un des axes principaux serait le TGV qui pourrait servir de liens de communication entre ces deux pays-là?

Mme Marlene Catterall (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je suis très heureuse d'avoir l'occasion de m'adresser aux députés de cette Chambre et de répondre à cette motion.

[Traduction]

La motion vise à blâmer le gouvernement d'avoir manqué de vision en ce qui concerne la création d'emplois. Je voudrais faire des observations à cet égard. Une motion voulant que la Chambre déplore l'absence de vision et de mesures concrètes du gouvernement en ce qui a trait aux politiques de création d'emplois est en soi le signe même d'un manque de vision et de mesures concrètes.

Cette motion à courte vue traduit une étude irréfléchie du programme que ce gouvernement a présenté au Parlement. Tous les députés savent que le pays est aux prises avec des problèmes graves: l'économie, le déficit et, bien sûr, l'emploi. Ces problèmes sautent aux yeux.

Nous avons vu des gouvernements précédents décider de ne s'attaquer qu'à l'un ou l'autre de ces problèmes au détriment des autres. Il est d'ailleurs apparu récemment qu'en s'en prenant uniquement au déficit, on n'arrivait seulement qu'à aggraver les autres problèmes, réprimer la croissance économique, réduire le nombre d'emplois disponibles pour les Canadiens et hausser le déficit. Nous sommes d'avis qu'il faut se rendre compte qu'il existe un lien entre les divers problèmes que nous voulons résoudre. Les mesures à prendre doivent donc reposer sur un plan intégré ou sur une vision.

Notre plan vise à aider l'économie, à réduire le déficit dans les plus brefs délais sans compromettre la relance de l'économie, tout en créant des emplois. Si nous gardons un oeil vigilant sur le processus et sur le progrès de chaque initiative du gouvernement, nous savons que les résultats se manifesteront.

Les initiatives que le gouvernement a présentées à la Chambre et aux Canadiens constituent un premier pas. Elles ne régleront pas les problèmes du jour au lendemain, mais elles nous serviront de base pour bâtir. C'est le premier pas vers la relance économique, le mieux-être des Canadiens et l'élimination du déficit.

Nous avons écouté les Canadiens. Nous procédons à la mise en oeuvre de notre plan qui comprend la création d'emplois et une croissance. Au cours de la campagne électorale, nous avons expliqué clairement les solutions que nous envisageons et, aujourd'hui, nous les appliquons. Parmi les meilleurs exemples les plus manifestes, il y a les travaux concernant les infrastructures. Ce programme du gouvernement vise à reconstruire les infrastructures du Canada au cours des trois prochaines années.